

## Les médias indépendants sous pression

La vitalité de la démocratie française tend à se rétrécir. Au même titre que les oppositions politiques ou sociales, les médias sont l'objet de pressions croissantes. Du secteur privé d'abord : on assiste à une concentration sans précédent des médias entre les mains d'une poignée d'oligarques : neuf milliardaires possèdent 90% des « grands » médias privés. Il faut ajouter à cela une dixième force économique : l'État.

Dans ce contexte, les médias indépendants comme StreetPress sont particulièrement précieux. Ils sont aussi très fragiles et soumis à des pressions multiples. Elles ne sont pas liées les unes aux autres, mais pèsent sur nos épaules et contribuent à limiter notre action.

– Nos journalistes ont été, sur ces 12 derniers mois, la cible de centaines de menaces de mort ou d'insultes (pour lesquelles nous avons alerté le parquet). En plus de la pression morale qu'ils font peser sur l'équipe, ces messages nous ont poussés, sur conseil de la police, à renforcer la sécurité de nos locaux.

– Nous avons en ce moment six procédures judiciaires distinctes ouvertes contre nous. Il y a bien sûr les procédures classiques en diffamation, mais pas uniquement. StreetPress, pour avoir diffusé la retranscription d'un enregistrement qui prouve le clientélisme du maire d'Alfortville Luc Carvounas, est accusé de recel de collecte de données. D'abord cette procédure parce qu'elle coûte cher et nous prend du temps, nuit à notre travail. Et parfois elles aboutissent. Dans une affaire similaire, Mediapart a été condamné pour avoir diffusé un enregistrement illégal de Liliane Bettencourt dont le contenu était pourtant d'intérêt public. Le site a dû dépublier 70 articles sur ce dossier !

– L'État n'est pas en reste, notamment parce que StreetPress a largement documenté les violences policières. Un sujet particulièrement sensible et la police essaie régulièrement d'identifier nos sources. Pour cela, elle est allée jusqu'à convoquer l'une de nos journalistes. Nos confrères et consoeurs de Disclose, Le Monde ou Quotidien qui eux se sont intéressés aux questions de renseignements ont eu le droit à des pressions similaires.

– Les journalistes et notamment ceux qui sont en poste dans une rédaction bénéficient heureusement de certaines protections. Mais ce n'est pas le cas de nos sources. Certains des fonctionnaires de police qui ont témoigné dans nos colonnes ont subi des mesures de rétorsion très importantes. Par exemple, Amar Benmohammed, qui a témoigné sur StreetPress des graves maltraitances au dépôt du tribunal judiciaire de Paris, a depuis été sanctionné à deux reprises. Une troisième procédure administrative est en cours contre lui et une instruction judiciaire est également ouverte contre lui. Il n'est pas le seul dans cette situation. Au moins deux autres fonctionnaires de police ont subi de graves représailles pour s'être épanchés dans notre média.

A l'inverse, les enquêtes ouvertes suite à nos révélations n'aboutissent que rarement à des condamnations. Pour les faits révélés par Amar Benmohammed et StreetPress, le parquet a annoncé qu'il ouvrait une enquête. Un coup de com' puisque n'ont été entendu que trois personnes : le policier lanceur d'alerte et ses deux supérieurs. Pas un témoin et pas une victime !

Autre exemple. En juin 2020, StreetPress révélait l'existence d'un groupe Facebook réunissant plusieurs milliers de fonctionnaires sur lequel s'échangent des messages et des montages très racistes. Deux policiers seulement vont être jugés alors que le groupe comptait 8.000 membres.

Ces différents exemples démontrent que StreetPress comme d'autres médias sont confrontés à de multiples pressions de l'État et notamment du ministère de l'Intérieur. Dans ces circonstances, comment être certain que certains de nos journalistes ne sont pas surveillés ? Il ne s'agit pas là d'un fantasme sans le moindre fondement. Le commissaire qui a convoqué une journaliste de notre rédaction pour obtenir le nom d'une de ses sources, lui a lancé en sortant :

« On va éplucher ta vie pour trouver. »

À peine inquiétant...

**Mathieu MOLARD**, rédacteur en chef du site d'information [StreetPress.com](http://StreetPress.com)

Mathieu Molard  
Rédacteur en chef.  
[StreetPress.com](http://StreetPress.com)  
06 59 35 43 67  
@matmolard